



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

Courrier Arrivé le

11 AOÛT 2020

CRÉTEIL HABITAT - SEMIC

CRÉTEIL HABITAT
ENREGISTRE

12 AOÛT 2020

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN
ET DE L'EXPLOITATION

Paris, le 3 août 2020

Service Police de l'Eau

Réf : Dossier n°75-2020-00206

DLE 2020-1269

Avec accusé de réception

SEMIC CRÉTEIL HABITAT

7, Rue des écoles

94048 CRÉTEIL

Objet : Dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement relatif à la régularisation de 4 piézomètres dans le cadre d'un projet de construction situé au lieu-dit Haut Mont-Mesly sur la commune de Créteil (94)

**P.J : 1 récépissé de déclaration
1 arrêté ministériel**

Madame, Monsieur,

Par courrier reçu le 28 juillet 2020, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant la régularisation de 4 piézomètres dans le cadre d'un projet de construction situé au lieu-dit Haut Mont-Mesly sur la commune de Créteil (94).

Ce dossier est enregistré sous le n°75 2020 00206.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

Il n'est pas envisagé de faire opposition à votre déclaration.

Par ailleurs, vous trouverez également joint l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu de la rubrique concernée par votre opération.

Je vous rappelle que la création d'installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) répertoriés dans les rubriques de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement exige réglementairement le dépôt d'un dossier d'autorisation ou de déclaration avant la réalisation du projet. Je vous remercie de bien vouloir porter attention à ce sujet pour les futurs projets soumis aux dispositions des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Tél : 01 71 28 46 91

Mél : jeremy.walkowiak@developpement-durable.gouv.fr

12 Cours Louis Lumière - CS 70027- 94307 VINCENNES Cedex

www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

Service Police de l'Eau

Paris, le 3 août 2020

LE PREFET DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

VU l'arrêté n°2020/1759 du 1^{er} juillet 2020 donnant délégation de signature à Madame Claire Grisez, Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France par intérim ;

VU l'arrêté n°2020-DRIEE IdF-017 du 3 juillet 2020 portant subdélégation de signature ;

VU la déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 28 juillet 2020, présentée par la société SEMIC CRÉTEIL HABITAT, enregistrée sous le n°75 2020 00206 et relative à la régularisation de 4 piézomètres dans le cadre d'un projet de construction situé au lieu-dit Haut Mont- Mesly sur la commune de Créteil (94) ;

Sur proposition de la cheffe de la cellule Paris proche couronne ;

donne récépissé à :

SEMIC CRÉTEIL HABITAT
7, Rue des écoles
94048 CRÉTEIL

de sa déclaration relative à la régularisation de 4 piézomètres dans le cadre d'un projet de construction situé au lieu-dit Haut Mont- Mesly sur la commune de Créteil (94).

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau auront libre accès aux installations objet de la déclaration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le préfet du Val-de-Marne et par délégation,

Pour la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement
et de l'énergie par intérim empêchée,

La cheffe de la cellule Paris proche couronne,

Chloé CANUEL

Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié

Modifié par l'arrêté du 7 août 2006 paru le 24 septembre 2006

NOR: DEVE0320170A

La ministre de l'écologie et du développement durable et le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées,

Vu le code civil, notamment ses articles 552, 641, 642 et 643 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles R. 1321-6 à R. 1321-10 et R. 1322-1 à R. 1322-5 ;

Vu le code minier, notamment ses articles 131 et 132 ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 96-102 du 2 février 1996 relatif aux conditions dans lesquelles peuvent être édictées les prescriptions et règles prévues par les articles 8 (3°), 9 (2° et 3°) de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 et de l'article 58 de la loi du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration par l'article 10 de la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 19 décembre 2001 ;

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 31 janvier 2002 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'hygiène publique de France en date du 9 avril 2002,

Arrêtent :

Chapitre Ier

Dispositions générales

Article 4

Aucun sondage, forage, puits, ouvrage souterrain, ne peut être effectué à proximité d'une installation susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines.

En particulier, ils ne peuvent être situés à moins de :

200 mètres des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ;

35 mètres des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;

35 mètres des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux sondages, forages, puits, ouvrages souterrains destinés à effectuer des prélèvements d'eau dans le cadre de la surveillance ou de la dépollution des eaux souterraines, des sols et sites pollués ou des activités susceptibles de générer une pollution des sols et eaux souterraines.

En outre, les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains destinés à effectuer des prélèvements d'eau pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères ne peuvent être situés à :

- moins de 35 mètres des bâtiments d'élevage et de leurs annexes : installations de stockage et de traitement des effluents (fosse à purin ou à lisier, fumières...), des aires d'ensilage, des circuits d'écoulement des eaux issus des bâtiments d'élevage, des enclos et des volières où la densité est supérieure à 0,75 animal équivalent par mètre carré ;

- moins de 50 mètres des parcelles potentiellement concernées par l'épandage des déjections animales et effluents d'élevage issus des installations classées ;

- moins de 35 mètres si la pente du terrain est inférieure à 7 % ou moins de 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 % des parcelles concernées par les épandages de boues issues des stations de traitement des eaux usées urbaines ou industrielles et des épandages de déchets issus d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Les distances mentionnées ci-dessus peuvent être réduites, sous réserve que les technologies utilisées ou les mesures de réalisation mises en oeuvre procurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Section 2

Conditions de réalisation et d'équipement

Article 5

Au moins un mois avant le début des travaux, le déclarant communique au préfet par courrier, en double exemplaire, les éléments suivants, s'ils n'ont pas été fournis au moment du dépôt du dossier de déclaration :

- les dates de début et fin du chantier, le nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux de sondages, forages, puits, ouvrages souterrains et, sommairement, les différentes phases prévues dans le déroulement de ces travaux ;

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en oeuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Les injections de boue de forage, le développement de l'ouvrage, par acidification ou tout autre procédé, les cimentations, obturations et autres opérations dans les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains doivent être effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et à préserver la qualité des eaux souterraines.

En vue de prévenir toute pollution du ou des milieux récepteurs, le déclarant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par décantation, neutralisation ou par toute autre méthode appropriée, des déblais de forage et des boues et des eaux extraites des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains pendant le chantier et les essais de pompage. Les dispositifs de traitement sont adaptés en fonction de la sensibilité des milieux récepteurs.

Le déclarant est tenu de signaler au préfet dans les meilleurs délais tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier. Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, le déclarant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Article 8

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 13 pour ceux qui sont abandonnés ;

- le résultat des pompages d'essais, leur interprétation et l'évaluation de l'incidence de ces pompages sur la ressource en eau souterraine et sur les ouvrages voisins suivis conformément à l'article 9 ;

- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant.

Lorsque l'eau dont le prélèvement est envisagé est destinée à la consommation humaine, seules sont à fournir au titre du présent arrêté les informations relatives aux sondages de reconnaissance préalable, les prescriptions relatives à l'exécution et à l'équipement de l'ouvrage définitif étant fixées par l'arrêté individuel d'autorisation de prélèvement.

Section 3

Conditions de surveillance et d'abandon

Article 11

Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les forages, puits, ouvrages souterrains utilisés pour la surveillance ou le prélèvement d'eau situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, doivent faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). Le déclarant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Dans les autres cas, le préfet peut, en fonction de la sensibilité de ou des aquifères concernés et après avis du CODERST, prévoir une inspection périodique du forage, puits, ouvrage souterrain dont la réalisation est envisagée et en fixer la fréquence.

Article 12

Est considéré comme abandonné tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain :

- pour lequel le déclarant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ;

- ou qui a été réalisé dans la phase de travaux de recherche mais qui n'a pas été destiné à l'exploitation en vue de la surveillance ou du prélèvement des eaux souterraines ;

- ou pour lequel, suite aux essais de pompage ou tout autre motif, le déclarant ne souhaite pas poursuivre son exploitation.

Article 13

Article 16

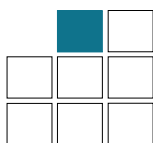
Les dispositions du présent arrêté ne sont applicables qu'aux opérations soumises à déclaration dont le dépôt du dossier complet de déclaration correspondant interviendra plus de douze mois après sa date de publication.

Article 17

Le directeur de l'eau et le directeur général de la santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

La ministre de l'écologie et du développement durable

Le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées



sef

Sondage – Géotechnique
Environnement – Ingénierie
☎ : 01 48 53 62 40
✉ : contact@sefia.fr

CRETEIL HABITAT SEMIC

7 rue des Ecoles
94048 CRETEIL

Créteil, le 23 juillet 2020

Dossier N° 20/07/8788/94
Haut Mont-Mesly – CRETEIL (94)

Note informative – Caractéristiques des équipements piézométriques

Monsieur

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après les caractéristiques des quatre équipements piézométriques notés Pz1 à Pz4, mis en place dans le cadre de l'opération citée ci-dessus. Ils ont été disposés au droit de sondages menés à la tarière hélicoïdale \varnothing 63 mm, descendus jusqu'à une profondeur de 10,0 m. Le plan d'implantation et les coupes de ces sondages sont fournis en pièce jointe à la présente.

Ces équipements avaient pour but de permettre des relevés piézométriques avant le commencement des travaux. Ils seront retirés préalablement à ces derniers par nos soins, à votre demande, ou par l'entreprise chargée des travaux de terrassement.

Les caractéristiques des piézomètres sont les suivantes : tube plein \varnothing 32/40 mm jusqu'à 1,5 m/sol, tube crépine \varnothing 32/40 mm de 1,5 à 10,0 m/sol, fermeture par bouchon PVC avec joint d'étanchéité, bouchon d'argilite et protection en tête (bouche à clef)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Florent BELIN

IMPLANTATION SCHEMATIQUE DES EQUIPEMENTS



● **Equipement
piézométrique**

94 - CRETEIL
Haut Mont-Mesly

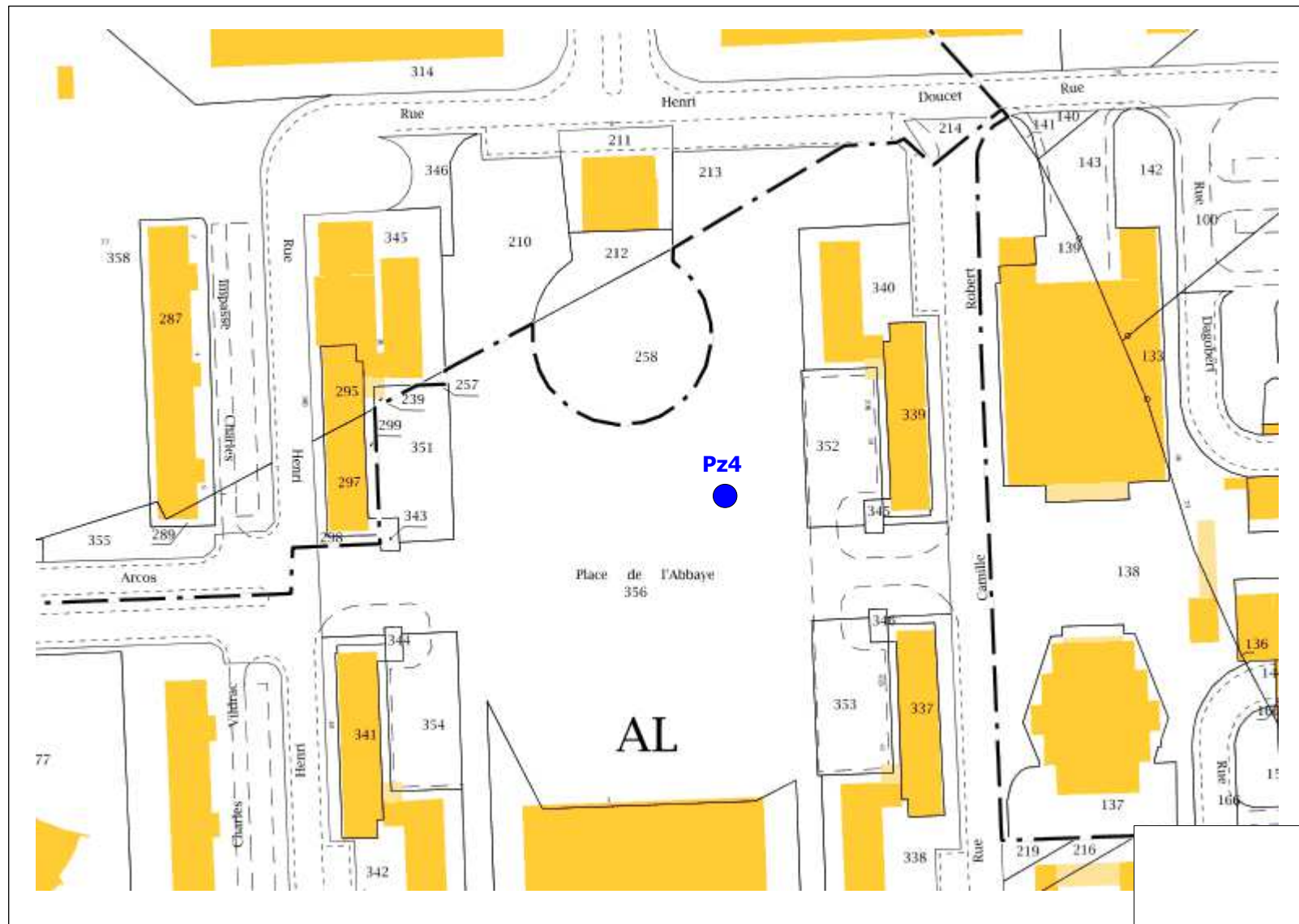
CRETEIL HABITAT SEMIC

sefia

EUROPARC - HAMEAU A
139 CHEMIN DES BASSINS
94000 CRETEIL

Tél : 01 48 53 62 40 Fax : 01 43 39 27 05 E-mail : contact@sefia.fr

IMPLANTATION SCHEMATIQUE DES EQUIPEMENTS



● **Equipement
piézométrique**

94 - CRETEIL
Haut Mont-Mesly

CRETEIL HABITAT SEMIC

sefia

EUROPARC - HAMEAU A
139 CHEMIN DES BASSINS
94000 CRETEIL

Tél : 01 48 53 62 40 Fax : 01 43 39 27 05 E-mail : contact@sefia.fr



Dossier : 20/07/8788/94

Chantier : Créteil (94)
Haut Mont-Mesly

Echelle : 1/50

prof.: 10.00 m

Date : 22/07/2020

Client : SEMIC CRETEIL HABITAT

SONDAGE Pz1

Sondage de contrôle

Profondeur (m)	Niveau d'eau	Faciès	Description lithologique	Outil	Équipement
0	Sec	Remblais	Sable graveleux brun, cailloutis	Tarière hélicoïdale Ø 63 mm	Tubage PVC 32/40 plein
1					
2		Alluvions Indifférenciées	Sable grossier ocre, silex		
3					
4					
5					
6		Masses et Marnes du Gypse	Marne beige		
7					
8					
9					
10					

Obs. :



Dossier : 20/07/8788/94

Chantier : Créteil (94)
Haut Mont-Mesly

Echelle : 1/50

prof.: 10.00 m

Date : 22/07/2020

Client : SEMIC CRETEIL HABITAT

SONDAGE Pz2

Sondage de contrôle

Profondeur (m)	Niveau d'eau	Facès	Description lithologique	Outil	Equipement
0		Rb.	Sable graveleux brun, cailloutis		
1		R R R R	Sable grossier ocre, silex		Tubage PVC 32/40 plein
2			Sable grossier légèrement argileux ocre, silex		
3					
4					
5	Sec	Alluvions Indifférenciées	Sable grossier beige, silex		
6					
7			Marne sableuse beige		
8					
9		Masses et Marnes du Gypse	Marne beige		
10					

Obs. :



Dossier : 20/07/8788/94

Chantier : Créteil (94)
Haut Mont-Mesly

Echelle : 1/50

prof.: 10.00 m

Date : 22/07/2020

Client : SEMIC CRETEIL HABITAT

SONDAGE Pz3

Sondage de contrôle

Profondeur (m)	Niveau d'eau	Facès	Description lithologique	Outil	Equipement
0	Sec	Rb ₁	Sable brun, cailloutis	Tarière hélicoïdale Ø 63 mm	Tubage PVC 32/40 plein
		R ₁ P ₁ R ₂ P ₂	Sable grossier brun, silex		
1			Sable grossier ocre, silex		
2		Alluvions Indifférenciées			Tubage PVC 32/40 plein
3					
4					
5	Sec	Alluvions Indifférenciées	Sable légèrement argileux brun, silex	Tarière hélicoïdale Ø 63 mm	Tubage PVC 32/40 plein
6					
7					
8					
9	Sec	Masses et Marnes du Gypse	Marne sableuse beige	Tarière hélicoïdale Ø 63 mm	Tubage PVC 32/40 plein
10			Marne beige		

Obs. :



Dossier : 20/07/8788/94

Chantier : Créteil (94)
Haut Mont-Mesly

Echelle : 1/50






prof.: 10.00 m

Date : 22/07/2020

Client : SEMIC CRETEIL HABITAT

SONDAGE Pz4

Sondage de contrôle

Profondeur (m)	Niveau d'eau	Facès	Description lithologique		Outil	Equipement
0	Sec	Rb.		Sable grossier brun, cailloutis 0.50 m	Tarière hélicoïdale ø 63 mm	Tubage PVC 32/40 plein
1		Alluvions Indifférenciées		Sable grossier brun, silex 1.00 m		
				Sable grossier beige; silex 1.60 m		
2		Marnes Supragypseuses		Argile marneuse grise 4.50 m	Tubage PVC 32/40 crépiné	
3						
4						
5		Masses et Marnes du Gypse		Marne argileuse beige 6.50 m		
6						
7						
8						
9						
10			Marne beige 10.00 m			

Obs. :